

Libre-propos

L'Afrique face à un improbable développement durable

Par Faustin ONDAMBA OMBANDA

Libreville/Gabon

Loin d'un afro pessimisme tenace et de mauvais aloi, je souhaite partager ma réflexion sur la notion de développement durable dont se gargarisent la communauté internationale et les Africains à travers les discours, comme si cette Afrique noire que René Dumont disait « mal partie » (mauvais présage ou chronique d'une catastrophe annoncée ?) devrait trouver dans le développement durable les conditions d'un nouveau départ. On se contentera d'esquisser ici quelques éléments de réflexions, sans perdre de vue la complexité d'une Afrique plurielle dont les problèmes n'admettent pas une réponse univoque.

Étymologiquement, développer signifie sortir quelque chose, quelque'un de ce qui l'enveloppe, ce qui entrave son épanouissement. Quant au développement durable, traduction française de Sustainable development, c'est un développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. S'il est vrai que le développement durable dérive lentement, on dit aujourd'hui surfe sur la vague de la conscience environnementale populaire, il n'empêche que le chemin à parcourir est long et semé d'embûches.

Le Développement durable semble être devenu la charnière de la croissance économique mondiale, la ligne de partage entre ceux qui ne souhaitent pas être les spectateurs d'un naufrage écologique et social mondial qui les dépasse, versus les tenants de l'ordre « ancien », pour qui seul le profit compte, comme le veut la loi d'airain de l'économie, en quête du moins disant environnemental, social ou fiscal. Mais comme souvent, il y a parfois loin du discours aux actes. La France qui a organisé en 2007 le Grenelle de l'Environnement, l'un des plus grands forums en matière de développement durable jamais organisé depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992 ne le sait que trop bien, quand son président déclare le 6 mars 2010 au Salon de l'agriculture : « je voudrais dire un mot sur toutes ces questions d'environnement, parce que là aussi ça commence à bien faire. Je crois à une agriculture durable (...) Mais il faut que nous changions nos méthodes de mise en œuvre des mesures environnementales ». Un tel renoncement souligne cruellement la ligne de faille entre les ambitions écologiques et les contraintes économiques. A moins de considérer le développement durable comme un menu à la carte. Les Etats-Unis font encore mieux quand il faut s'employer à réduire la portée des négociations internationales dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique en particulier. Ce fut le cas du Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre, que la première économie du monde n'a pas ratifié, et plus récemment le retrait de l'Accord de Paris décidé par le climat sceptique et imprévisible Donald Trump.

C'est en 1972 que l'on a assisté aux prémices d'une prise de conscience des menaces que l'homme fait peser sur la terre. En effet, le Rapport du Club de Rome de cette année, traduit en français sous le titre « Halte à la croissance ? » pointait déjà les conséquences du développement industriel sur l'environnement. Dans un contexte marqué par une forte croissance économique en Europe, le moins que l'on puisse dire est que ce rapport ne fut pas bien accueilli. On lui a particulièrement reproché une certaine exagération dans ses prévisions de Cassandre. C'est la remise en cause d'un modèle économique érigé, basé sur l'exploitation des hy-

drocarbures bon marché qui était en jeu. C'est la parution du rapport Brundtland en 1987, intitulé « Notre avenir à tous » (Our Common Future) qui va servir de détonateur au brans-le-bas de combat contre les atteintes à l'environnement perpétrées par l'homme. Il y est notamment fait mention de ce que « les problèmes environnementaux les plus graves à l'échelle de la planète sont essentiellement dus à la grande pauvreté dans le Sud et aux modes de consommation et de production non durables pratiqués dans le Nord ». Le concept de développement durable va alors faire florès. « Nous n'avons qu'une seule et unique biosphère pour nous faire vivre. Et pourtant chaque communauté, chaque pays poursuit son petit bonhomme de chemin, soucieux de survivre et de prospérer, sans tenir compte des éventuelles conséquences de ses actes sur autrui ». Peut-on y lire encore. A la pusillanimité du Rapport du Club de Rome de 1972, le Rapport Brundtland tranche par sa volonté de ne pas se limiter à un simple constat, car certains maux relevés sont considérés comme irréversibles et mettent en péril la vie des hommes sur la terre.

Depuis 1988, date de la création du Groupe intergouvernemental sur le climat (GIEC), une quantité croissante d'indices témoigne du réchauffement de la planète et les preuves que ce réchauffement est dû aux activités anthropiques qui s'accumulent.

En 1992 le Sommet de la Terre à Rio offre au monde une occasion sans précédent depuis un demi-siècle de croissance économique, d'établir un équilibre de l'environnement. Afin de traduire en actes cet engagement, il fut adopté les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Une sorte de feuille de route non contraignante pour les Etats, vers laquelle chacun était invité à diriger ses efforts. Dans la foulée du Sommet de Rio, trois conventions internationales voient le jour, qui visent à prévenir et/ou atténuer l'impact négatif de l'homme sur la biodiversité, la désertification et le changement climatique.

En 2015, sous l'égide des Nations unies, les Etats membres ont adopté un nouveau programme de développement durable intitulé « Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Au nombre de 17, les objectifs de développement durable (ODD) visent à assurer un avenir durable pour tous, dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'agriculture, la lutte contre la pauvreté, l'énergie, l'eau et l'assainissement, l'égalité entre les sexes, le travail, la réduction des inégalités, les villes durables, la consommation et la production responsables, la lutte contre les changements climatiques, la vie aquatique marine, la paix et la justice, le partenariat pour l'atteinte de ces objectifs. Autant de domaines dans lesquels l'Afrique subsaharienne apparaît en contre-jour.

Pour que l'Afrique puisse entrer de plain-pied dans un développement qualifié de durable à moyen ou long terme, le défi est d'abord économique. C'est en effet le principal pilier du développement durable. Dans l'univers de la mondialisation où l'influence se mesure en parts de marché et en innovations technologiques, l'Afrique peine à tirer parti des opportunités qu'offrent les échanges mondiaux. Elle ne compte que pour 2% dans le commerce mondial. Son économie dominée par l'exportation des matières premières, sans valeur ajoutée et sans effets positifs nationaux est tributaire de la donne internationale. L'Afrique survit des rentes plus qu'elle n'en vit. Autant dire que le continent se lance dans la bataille du développement durable avec de gros boulets aux pieds.

Dans sa globalité, le secteur industriel africain est trop embryonnaire pour lui assu-

rer un décollage économique. Il doit d'abord s'affranchir d'un certain nombre de pesanteurs exogènes, telle que l'inaccessibilité des marchés extérieurs pour ses produits, ou endogènes comme la disponibilité de l'énergie, qui entravent son essor économique. Les stratégies de développement de plusieurs pays africains qui sont placées sous le signe de l'émergence en 2025 se heurteront inmanquablement à l'épineuse question énergétique.

Pourtant les initiatives pour le développement des énergies renouvelables, dont le continent regorge de plusieurs sources ne manquent pas. Soutenu par la France, le projet « Energies pour l'Afrique » de Jean Louis Borloo, qualifié de « Plan Marshall de l'énergie », jugé utopique par certains a malheureusement fait long feu, après avoir entretenu l'espoir d'un nouveau départ du continent. Le barrage du Grand Inga sur le fleuve Congo, dont la rationalité est évidente sous tous les angles de la durabilité, économique, social et environnemental peine à mobiliser les capitaux depuis plus d'une décennie.

La remise en cause du rapport de l'homme à la nature, à laquelle l'Afrique est invitée à unir ses efforts à ceux de la communauté internationale, en vue de la préservation des écosystèmes doit s'appuyer sur un niveau d'investissement conséquent, afin de compenser les efforts consentis. Pour leur part, les Africains ne disposent ni de capitaux nécessaires ni de ressources humaines qualifiées en nombre suffisant pour relever un tel défi. C'est pourquoi, les crédits du Fonds vert pour le climat, promis par les occidentaux arrivent à point nommé.

On entend ici et là des craintes s'exprimer sur le boulet que constitue la démographie africaine, d'un point de vue économique et surtout écologique, car la croissance et la densité de la population sont deux des moteurs importants des changements environnementaux. En effet, toutes les pistes d'analyse des situations de crise, comme des autres défis auxquels l'Afrique fait face se croisent d'une façon ou d'une autre au carrefour de la démographie. En à peine plus d'un siècle, la population de l'Afrique est passée de 100 millions à 1 milliard d'habitants. Peut-on avancer sur le chemin du développement durable avec une population en forte croissance ? Réponse : « Quand des pays ont encore sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards, vous ne stabiliserez rien ». Ainsi s'exprime Emmanuel Macron le 8 juillet 2017 en marge du sommet du G20 à Hambourg. La question de la démographie est indissociable du rôle et du statut de la femme africaine. Sans émancipation des femmes, il n'y pas de développement durable, car on ne peut prétendre au développement durable sur la base d'injustices aussi fondamentales que celles auxquelles sont soumises les femmes dans beaucoup de sociétés africaines. Le respect des femmes n'est pas seulement une obligation morale, c'est aussi un impératif économique. Elles sont effet en première ligne dans beaucoup d'activités génératrices de revenus.

On ne compte pas en Afrique les pays où les populations n'arrivent pas à assurer leur autosubsistance en denrées de base. L'ODD numéro 2, « faim zéro » à l'horizon 2030 apparaît pour le coup inatteignable. Dans le domaine de l'agriculture, l'Afrique est en comparaison de l'Asie ou de l'Europe à l'ère de la préhistoire. Au risque de soutenir que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ». En effet, les feux de brousse incompatibles avec la lutte contre les émissions de CO₂, font partie des techniques agricoles dites de subsistance, à cause de leurs faibles rendements qui ne permettent pas de satisfaire la demande en produits agricoles.

Face à la précarité de la vie au village, le départ vers la ville est souvent la seule solution. Dans maintes villes africaines, la vie

oscille entre ruralité et citadinité, dans des quartiers généralement suburbains, manquant beaucoup d'éléments indispensables au confort et surtout au minimum de bien être auquel aspire tout être humain. La quête d'une eau potable y occupe une partie importante du temps des familles, quand celles-ci n'ont pas recours aux puits impropres à la consommation.

L'urbanisation est avec la démographie les deux principaux défis auxquels l'Afrique est confrontée. C'est particulièrement en ville que les Africains devraient faire évoluer leurs modes de vie pour les rendre plus durables, car les villes sont une bonne échelle pour mettre en œuvre la transition écologique, qu'appelle l'ODD 11, « Villes et communautés durables ». L'âge d'or des villes en Afrique s'est plutôt traduit par la fabrication et la distribution des rentes et par contrecoup par d'importants revers : l'insalubrité, les déficits en matière d'équipements, d'assainissement, de transport, l'extraordinaire montée de la violence, etc. pèsent sur la vie des citoyens, en particulier sur leur santé. C'est pourquoi, les déterminants environnementaux de la santé devraient être au cœur d'une politique de santé/environnement à l'échelle du continent, initiée conjointement par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), dont les grandes lignes sont contenues dans la Déclaration de Libreville sur la Santé et l'Environnement adoptée en 2008. Dix ans après, quel bilan tirer de cette approche prophylactique ? La troisième conférence africaine sur la santé et l'environnement, qui se tient à Libreville devrait certainement apporter des réponses à l'ODD 3, relatif à l'accès à la santé.

Le développement est soutenable parce qu'il réhabilite la durée des objets, toute chose contraire à l'obsolescence programmée des produits manufacturés et des nouveaux modes de consommation qui favorisent les objets du quotidien à usage unique, lesquels constituent un fléau pour l'environnement : sachets et bouteilles en plastiques encombrant durablement les rues et les décharges. Car, comme le rappellent à juste titre les défenseurs de l'environnement, l'usage de ces objets dure 20 minutes quand la nature a besoin de 400 ans pour les assimiler et les faire disparaître totalement. On peut noter que le Rwanda a résolu à sa manière la question de la pollution par les plastiques à usage unique.

La jeunesse africaine, majoritairement urbaine, me paraît exiger une attention toute particulière, car si elle témoigne de la vitalité du continent, l'Afrique n'a pas d'avenir durable si sa jeunesse n'a pas d'espoir. Plus de la moitié de la population du continent a moins de 50 ans. Un véritable défi, car il faut l'instruire, rechercher l'égalité des chances ou la réduction des inégalités, parce que le grand chantier du développement durable se trouve aussi dans la lutte contre l'exclusion du travail, l'exclusion du savoir, l'exclusion de la culture, etc. Le problème, et les critiques entendues viennent de là, se situe au niveau de l'adéquation entre la formation et les emplois rares en ces périodes de crise. A défaut d'insertion dans le secteur économique, les jeunes deviennent les vecteurs de la violence et de l'insécurité qui sévit en milieu urbain. Drogues, prostitution, alcoolisme, etc. sont autant de fléaux qui frappent la jeunesse africaine.

L'Afrique, c'est indéniable, reçoit aujourd'hui le contrecoup d'une croissance démographique mal maîtrisée. L'enjeu est donc de réinventer un modèle de développement qui concilie l'équilibre social dans un environnement économique moins dépendant des ressources naturelles et respectueux de l'environnement.

Enseignant Chercheur à l'UOB